

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 2018.

**Art. 4.** De Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 26 oktober 2018.

De minister-president van de Vlaamse Regering,  
G. BOURGEOIS  
De Vlaamse minister van Onderwijs,  
H. CREVITS

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

[C – 2018/14815]

**26 OCTOBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire en ce qui concerne la conversion de périodes en des heures de puériculture**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 25 février 1997 relatif à l'enseignement fondamental, notamment l'article 136, remplacé par le décret du 6 juillet 2012, et l'article 173quinquies/1, § 5, inséré par le décret du 6 juillet 2012 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 2 juillet 2018 ;

Vu le protocole n° 105 du 14 septembre 2018 portant les conclusions des négociations menées en réunion commune du Comité sectoriel X, de la sous-section Communauté flamande de la section 2 du Comité des services publics provinciaux et locaux et du Comité coordinateur de négociation, visé au décret du 5 avril 1995 portant création de comités de négociation dans l'enseignement libre subventionné ;

Vu l'avis 64.281/1 du Conseil d'État, donné le 15 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2° des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur la proposition de la Ministre flamande de l'Enseignement ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 5bis, § 3, de l'arrêté du Gouvernement flamand du 17 juin 1997 relatif au cadre organique dans l'enseignement fondamental ordinaire, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2017, le membre de phrase « Pour les années scolaires 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 » est remplacé par le membre de phrase « Pour les années scolaires 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ».

**Art. 2.** Dans l'article 7, § 3, 3°, du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 12 octobre 2012 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement flamand du 8 septembre 2017, le membre de phrase « pour les années scolaires 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017 et 2017-2018 » est remplacé par le membre de phrase « pour les années scolaires 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016, 2016-2017, 2017-2018, 2018-2019 et 2019-2020 ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> septembre 2018.

**Art. 4.** Le Ministre flamand ayant l'enseignement dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 26 octobre 2018.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
G. BOURGEOIS  
La Ministre flamande de l'Enseignement,  
H. CREVITS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2018/32216]

**6 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire et l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2002 portant réforme de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, en abrégé O.N.E., l'article 3 ;

Vu le décret de la Communauté française du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, les articles 35, § 2, et 35/1, insérés par le décret du 26 mars 2009 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, tel que modifié ;

Vu l'avis du Conseil d'administration de l'Office de la Naissance et de l'Enfance, donné le 31 août 2018 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 3 juillet 2018 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 18 juillet 2018 ;

Vu le « test genre » du 13 juillet 2018 établi en application de l'article 4, alinéa 2, 1<sup>o</sup>, du décret du 7 janvier 2016 relatif à l'intégration de la dimension de genre dans l'ensemble des politiques de la Communauté française ;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n<sup>o</sup> 64.261/4, rendu le 8 octobre 2018, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Sur proposition de la Ministre de l'Enfance ;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 1<sup>er</sup> décembre 2006 fixant les barèmes de référence pour l'octroi des subventions aux milieux d'accueil de la petite enfance, modifié par l'arrêté du 30 janvier 2014, il est inséré une annexe 5 rédigée comme suit :

« Annexe 5.

Barème de référence applicables au secteur des milieux d'accueil subventionnés de la petite enfance à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018

Indice-pivot : 103,04 (base 2013 = 100)

Pourcentage de liquidation : 167,34%

Coefficient de liquidation : 1,6734

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
0	17 305,48	0	14 356,35
1	17 729,56	1	15 266,92
2	17 879,54	2	15 405,66
3	18 718,50	3	15 544,36
4	18 718,50	4	15 683,08
5	19 276,27	5	15 821,82
6	19 276,27	6	15 960,55
7	21 209,62	7	16 099,27
8	21 209,62	8	16 238,02
9	21 775,68	9	16 376,74
10	22 109,10	10	16 921,09
11	22 648,82	11	17 087,45
12	22 648,82	12	17 253,88
13	23 188,50	13	17 420,25
14	23 188,50	14	17 586,69
15	23 817,42	15	17 753,10
16	25 587,24	16	17 919,48
17	26 126,92	17	18 085,91
18	26 135,15	18	18 252,29
19	26 691,81	19	18 418,73
20	26 991,81	20	18 585,11
21	27 248,48	21	18 751,52
22	27 248,48	22	18 917,92
23	27 805,13	23	19 084,33
24	27 805,13	24	19 243,90

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
25	28 361,78	25	19 423,41
26	28 361,79	26	19 593,14
27	28 918,45	27	19 762,83
28	28 918,45	28	19 932,58
29	29 228,29	29	20 102,28
		30	20 102,28
		31	20 429,15

Infirmier(ère) breveté(e)		Instituteur(trice) maternelle	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/2012)
0	15 097,22	0	15 448,40
1	16 243,89	1	15 824,38
2	16 243,89	2	16 200,36
3	16 508,53	3	16 576,34
4	16 508,53	4	16 576,34
5	16 861,35	5	17 355,69
6	16 861,35	6	17 355,69
7	19 140,73	7	18 135,05
8	19 140,73	8	18 135,05
9	19 680,44	9	18 917,65
10	20 040,20	10	18 917,65
11	20 579,90	11	19 712,44
12	20 579,90	12	19 712,44
13	21 119,61	13	20 507,24
14	21 119,61	14	20 507,24
15	21 659,30	15	21 302,04
16	21 659,30	16	21 302,04
17	22 198,99	17	22 096,83
18	22 198,99	18	22 096,83
19	22 738,70	19	22 891,63
20	22 738,70	20	22 891,63
21	23 278,39	21	23 686,42
22	23 278,39	22	23 686,42
23	23 818,10	23	24 481,22
24	23 818,10	24	24 481,22
25	24 357,79	25	25 276,02
26	24 357,79	26	25 276,02
27	24 897,48	27	26 070,81
28	24 897,48		
29	24 897,48		
30	24 897,48		
31	25 068,15		

».

**Art. 2.** A l'article 31, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 fixant la réglementation des services d'accueil d'enfants malades à domicile, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1, les mots « à l'annexe 1<sup>re</sup> » sont remplacés par les mots « aux annexes 1 et 2 » ;

2° au point 2, les mots « à l'annexe 1<sup>re</sup> » sont remplacés par les mots « aux annexes 1 et 2 ».

**Art. 3.** Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe 1<sup>re</sup> est remplacé par ce qui suit : « Barèmes de référence pour le calcul des subventions dans le secteur de l'accueil d'enfants malades jusqu'au 30 juin 2018. ».

**Art. 4.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 2 rédigée comme suit :

« Annexe 2. Barèmes de référence pour le calcul des subventions dans le secteur de l'accueil d'enfants malades à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Indice-pivot : 103,04 (base 2013 = 100)

Pourcentage de liquidation : 167,34%

Coefficient de liquidation : 1,6734

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)*		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
0	17 305,48	0	14 356,35
1	17 729,56	1	15 266,92
2	17 879,54	2	15 405,66
3	18 718,50	3	15 544,36
4	18 718,50	4	15 683,08
5	19 276,27	5	15 821,82
6	19 276,27	6	15 960,55
7	21 209,62	7	16 099,27
8	21 209,62	8	16 238,02
9	21 775,68	9	16 376,74
10	22 109,10	10	16 921,09
11	22 648,82	11	17 087,45
12	22 648,82	12	17 253,88
13	23 188,50	13	17 420,25
14	23 188,50	14	17 586,69
15	23 817,42	15	17 753,10
16	25 587,24	16	17 919,48
17	26 126,92	17	18 085,91
18	26 135,15	18	18 252,29
19	26 691,81	19	18 418,73
20	26 991,81	20	18 585,11
21	27 248,48	21	18 751,52
22	27 248,48	22	18 917,92
23	27 805,13	23	19 084,33
24	27 805,13	24	19 243,90
25	28 361,78	25	19 423,41
26	28 361,79	26	19 593,14
27	28 918,45	27	19 762,83
28	28 918,45	28	19 932,58
29	29 228,29	29	20 102,28
		30	20 102,28
		31	20 429,15

\*Ce barème est utilisé pour le calcul des forfaits individualisés des coordinateurs. ».

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 26/4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 1, les mots « à l'annexe 6 » sont remplacés par les mots « aux annexes 6 et 7 » ;

2° au point 2, les mots « à l'annexe 6 » sont remplacés par les mots « aux annexes 6 et 7 ».

§ 2. A l'article 26/4, § 3, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 3 décembre 2003 fixant les modalités d'application du décret du 3 juillet 2003 relatif à la coordination de l'accueil des enfants durant leur temps libre et au soutien de l'accueil extrascolaire, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les mots « à l'annexe 6 » sont remplacés par les mots « aux annexes 6 et 7 ».

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. A l'article 26/11, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, du même arrêté, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les mots « à l'annexe 6 » sont remplacés par les mots « aux annexes 6 et 7 ».

§ 2. A l'article 26/11, § 3, du même arrêté, remplace par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les mots « à l'annexe 6 » sont remplacés par les mots « aux annexes 6 et 7 ».

**Art. 7.** Dans le même arrêté, l'intitulé de l'annexe 6 est remplacé par ce qui suit : « Barèmes de référence pour le calcul des subventions des opérateurs de l'accueil de type 2 et l'accueil flexible jusqu'au 30 juin 2018. ».

**Art. 8.** Dans le même arrêté, il est inséré une annexe 7 rédigée comme suit :

« Annexe 7. Barèmes de référence pour le calcul des subventions des opérateurs de l'accueil de type 2 et l'accueil flexible à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Indice-pivot : 103,04 (base 2013 = 100)

Pourcentage de liquidation : 167,34%

Coefficient de liquidation : 1,6734

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)*		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
0	17 305,48	0	14 356,35
1	17 729,56	1	15 266,92
2	17 879,54	2	15 405,66
3	18 718,50	3	15 544,36
4	18 718,50	4	15 683,08
5	19 276,27	5	15 821,82
6	19 276,27	6	15 960,55
7	21 209,62	7	16 099,27
8	21 209,62	8	16 238,02
9	21 775,68	9	16 376,74
10	22 109,10	10	16 921,09
11	22 648,82	11	17 087,45
12	22 648,82	12	17 253,88
13	23 188,50	13	17 420,25
14	23 188,50	14	17 586,69
15	23 817,42	15	17 753,10
16	25 587,24	16	17 919,48
17	26 126,92	17	18 085,91
18	26 135,15	18	18 252,29
19	26 691,81	19	18 418,73
20	26 991,81	20	18 585,11
21	27 248,48	21	18 751,52
22	27 248,48	22	18 917,92
23	27 805,13	23	19 084,33
24	27 805,13	24	19 243,90
25	28 361,78	25	19 423,41
26	28 361,79	26	19 593,14
27	28 918,45	27	19 762,83
28	28 918,45	28	19 932,58
29	29 228,29	29	20 102,28
		30	20 102,28
		31	20 429,15

\* Ce barème est utilisé pour le calcul des forfaits individualisés des responsables de projet. ».

**Art. 9.** Dans l'article 165ter, § 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 février 2003 portant réglementation générale des milieux d'accueil, remplacé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 décembre 2014 et modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 décembre 2017, les mots « le 30 juin 2018 » sont remplacés par les mots « le 31 décembre 2018 ».

**Art. 10.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2018.

**Art. 11.** Le Ministre qui a l'Enfance dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Bruxelles, le 6 novembre 2018.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2018/32216]

**6 NOVEMBER 2018.** — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap houdende wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot vaststelling van de verwijzingsschalen voor de toekenning van subsidies aan opvangvoorzieningen voor het jonge kind, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen, het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang en het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het decreet van 17 juli 2002 houdende hervorming van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », afgekort « O.N.E. », inzonderheid op artikel 3;

Gelet op het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, de artikelen 35, § 2, en 35/1, ingevoegd bij het decreet van 26 maart 2009;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot vaststelling van de verwijzingsschalen voor de toekenning van subsidies aan opvangvoorzieningen voor het jonge kind, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen, zoals gewijzigd;

Gelet op het advies van de Raad van Bestuur van de « Office de la Naissance et de l'Enfance », gegeven op 31 augustus 2018;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 3 juli 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 18 juli 2018;

Gelet op de "gendertest" van 13 juli 2018 uitgevoerd met toepassing van artikel 4, tweede lid, 1<sup>o</sup>, van het decreet van 7 januari 2016 houdende integratie van de genderdimensie in het geheel van de beleidslijnen van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het advies van de Raad van State nr. 64.261/4, gegeven op 8 oktober 2018, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de op 12 januari 1973 gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Kind;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 1 december 2006 tot vaststelling van de verwijzingsschalen voor de toekenning van subsidies aan opvangvoorzieningen voor het jonge kind, gewijzigd bij het besluit van 30 januari 2014, wordt een bijlage ingevoegd, luidend als volgt:

« Annexe 5.

Barème de référence applicables au secteur des milieux d'accueil subventionnés de la petite enfance à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018

Indice-pivot : 103,04 (base 2013 = 100)

Pourcentage de liquidation : 167,34%

Coefficient de liquidation : 1,6734

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
0	17 305,48	0	14 356,35
1	17 729,56	1	15 266,92
2	17 879,54	2	15 405,66

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
3	18 718,50	3	15 544,36
4	18 718,50	4	15 683,08
5	19 276,27	5	15 821,82
6	19 276,27	6	15 960,55
7	21 209,62	7	16 099,27
8	21 209,62	8	16 238,02
9	21 775,68	9	16 376,74
10	22 109,10	10	16 921,09
11	22 648,82	11	17 087,45
12	22 648,82	12	17 253,88
13	23 188,50	13	17 420,25
14	23 188,50	14	17 586,69
15	23 817,42	15	17 753,10
16	25 587,24	16	17 919,48
17	26 126,92	17	18 085,91
18	26 135,15	18	18 252,29
19	26 691,81	19	18 418,73
20	26 991,81	20	18 585,11
21	27 248,48	21	18 751,52
22	27 248,48	22	18 917,92
23	27 805,13	23	19 084,33
24	27 805,13	24	19 243,90
25	28 361,78	25	19 423,41
26	28 361,79	26	19 593,14
27	28 918,45	27	19 762,83
28	28 918,45	28	19 932,58
29	29 228,29	29	20 102,28
		30	20 102,28
		31	20 429,15

Infirmier(ère) breveté(e)		Instituteur(trice) maternelle	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/2012)
0	15 097,22	0	15 448,40
1	16 243,89	1	15 824,38
2	16 243,89	2	16 200,36
3	16 508,53	3	16 576,34
4	16 508,53	4	16 576,34
5	16 861,35	5	17 355,69
6	16 861,35	6	17 355,69
7	19 140,73	7	18 135,05
8	19 140,73	8	18 135,05
9	19 680,44	9	18 917,65
10	20 040,20	10	18 917,65
11	20 579,90	11	19 712,44
12	20 579,90	12	19 712,44
13	21 119,61	13	20 507,24
14	21 119,61	14	20 507,24

Infirmier(ère) breveté(e)		Instituteur(trice) maternelle	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/2012)
15	21 659,30	15	21 302,04
16	21 659,30	16	21 302,04
17	22 198,99	17	22 096,83
18	22 198,99	18	22 096,83
19	22 738,70	19	22 891,63
20	22 738,70	20	22 891,63
21	23 278,39	21	23 686,42
22	23 278,39	22	23 686,42
23	23 818,10	23	24 481,22
24	23 818,10	24	24 481,22
25	24 357,79	25	25 276,02
26	24 357,79	26	25 276,02
27	24 897,48	27	26 070,81
28	24 897,48		
29	24 897,48		
30	24 897,48		
31	25 068,15		

».

**Art. 2.** In artikel 31, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 tot vaststelling van de regelgeving van de thuisopvangdiensten voor zieke kinderen, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij punt 1, worden de woorden “in bijlage 1” vervangen door de woorden “in de bijlagen 1 en 2”;

2° bij punt 2, worden de woorden “in bijlage 1” vervangen door de woorden “in de bijlagen 1 en 2”.

**Art. 3.** In hetzelfde besluit, wordt het opschrift van bijlage 1 vervangen door hetgeen volgt: “Barèmes de référence pour le calcul des subventions de l'accueil des enfants malades jusqu'au 30 juin 2018.”.

**Art. 4.** In hetzelfde besluit, wordt een bijlage 2 ingevoegd, luidend als volgt:

« Annexe 2. Barèmes de référence pour le calcul des subventions dans le secteur de l'accueil d'enfants malades à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Indice-pivot : 103,04 (base 2013 = 100)

Pourcentage de liquidation : 167,34%

Coefficient de liquidation : 1,6734

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)*		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
0	17 305,48	0	14 356,35
1	17 729,56	1	15 266,92
2	17 879,54	2	15 405,66
3	18 718,50	3	15 544,36
4	18 718,50	4	15 683,08
5	19 276,27	5	15 821,82
6	19 276,27	6	15 960,55
7	21 209,62	7	16 099,27
8	21 209,62	8	16 238,02
9	21 775,68	9	16 376,74
10	22 109,10	10	16 921,09
11	22 648,82	11	17 087,45
12	22 648,82	12	17 253,88
13	23 188,50	13	17 420,25
14	23 188,50	14	17 586,69
15	23 817,42	15	17 753,10

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)*		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
16	25 587,24	16	17 919,48
17	26 126,92	17	18 085,91
18	26 135,15	18	18 252,29
19	26 691,81	19	18 418,73
20	26 991,81	20	18 585,11
21	27 248,48	21	18 751,52
22	27 248,48	22	18 917,92
23	27 805,13	23	19 084,33
24	27 805,13	24	19 243,90
25	28 361,78	25	19 423,41
26	28 361,79	26	19 593,14
27	28 918,45	27	19 762,83
28	28 918,45	28	19 932,58
29	29 228,29	29	20 102,28
		30	20 102,28
		31	20 429,15

\*Ce barème est utilisé pour le calcul des forfaits individualisés des coordinateurs. ».

**Art. 5.** § 1. In artikel 26/4, § 1, eerste lid, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° bij punt 1°, worden de woorden "in bijlage 6" vervangen door de woorden "in de bijlagen 6 en 7";

2° bij punt 2°, worden de woorden "in bijlage 6" vervangen door de woorden "in de bijlagen 6 en 7".

§ 2. In artikel 26/4, § 3, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 3 december 2003 tot vaststelling van de nadere regels voor de toepassing van het decreet van 3 juli 2003 betreffende de coördinatie van de opvang van de kinderen tijdens hun vrije tijd en betreffende de ondersteuning van de buitenschoolse opvang, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, worden de woorden "in bijlage 6" vervangen door de woorden "in de bijlagen 6 en 7".

**Art. 6.** § 1. In artikel 26/11, § 1, eerste lid, 1°, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, worden de woorden "in bijlage 6" vervangen door de woorden "in de bijlagen 6 en 7".

§ 2. In artikel 26/11, § 3, eerste lid, van hetzelfde besluit, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, worden de woorden "in bijlage 6" vervangen door de woorden "in de bijlagen 6 en 7".

**Art. 7.** In hetzelfde besluit, wordt, het opschrift van bijlage 6 vervangen door hetgeen volgt: "Barèmes de référence pour le calcul des subventions des opérateurs de l'accueil de type 2 et l'accueil flexible jusqu'au 30 juin 2018.".

**Art. 8.** In hetzelfde besluit, wordt een bijlage 7 ingevoegd, luidend als volgt:

« Annexe 7. Barèmes de référence pour le calcul des subventions des opérateurs de l'accueil de type 2 et l'accueil flexible à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2018.

Indice-pivot : 103,04 (base 2013 = 100)

Pourcentage de liquidation : 167,34%

Coefficient de liquidation : 1,6734

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)*		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
0	17 305,48	0	14 356,35
1	17 729,56	1	15 266,92
2	17 879,54	2	15 405,66
3	18 718,50	3	15 544,36
4	18 718,50	4	15 683,08
5	19 276,27	5	15 821,82
6	19 276,27	6	15 960,55

Infirmier(ère) social(e) ou gradué(e) Assistant(e) social(e) et assimilé(e)*		Puériculteur(trice) (ou assimilé(e))	
Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)	Ancienneté de service	Base annuelle à 100% (au 01/01/1990)
7	21 209,62	7	16 099,27
8	21 209,62	8	16 238,02
9	21 775,68	9	16 376,74
10	22 109,10	10	16 921,09
11	22 648,82	11	17 087,45
12	22 648,82	12	17 253,88
13	23 188,50	13	17 420,25
14	23 188,50	14	17 586,69
15	23 817,42	15	17 753,10
16	25 587,24	16	17 919,48
17	26 126,92	17	18 085,91
18	26 135,15	18	18 252,29
19	26 691,81	19	18 418,73
20	26 991,81	20	18 585,11
21	27 248,48	21	18 751,52
22	27 248,48	22	18 917,92
23	27 805,13	23	19 084,33
24	27 805,13	24	19 243,90
25	28 361,78	25	19 423,41
26	28 361,79	26	19 593,14
27	28 918,45	27	19 762,83
28	28 918,45	28	19 932,58
29	29 228,29	29	20 102,28
		30	20 102,28
		31	20 429,15

\* Ce barème est utilisé pour le calcul des forfaits individualisés des responsables de projet. ».

**Art. 9.** In artikel 165ter, § 1, van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 27 februari 2003 houdende algemene reglementering inzake opvangvoorzieningen, vervangen bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 17 december 2014 en laatst gewijzigd bij het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 20 december 2017, worden de woorden "30 juni 2018" vervangen door de woorden "31 december 2018".

**Art. 10.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 juli 2018.

**Art. 11.** De Minister van Kind is belast met de uitvoering van dit besluit.  
Brussel, 6 november 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2018/32221]

**6 NOVEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 fixant le modèle de déclaration de créance à faire parvenir aux Services du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel**

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu le décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel, notamment l'article 11quinquies;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 17 septembre 2003 fixant le modèle de déclaration de créance à faire parvenir aux Services du Gouvernement de la Communauté française portant exécution du décret du 17 juillet 2003 relatif à une intervention dans les frais de transport en commun public et/ou dans l'utilisation de la bicyclette des membres du personnel ;